



Cette note hebdo est réalisée à partir d'articles de divers journaux, revues et autres lectures.

Son objectif est de contribuer à faire circuler l'information, à susciter réflexions et débats, indispensables dans la période présente.

Certaines idées contenues dans les résumés publiés ici peuvent refléter des positions discutables. C'est justement leur intérêt. Souhaitons qu'elles alimentent nos propres réflexions.

Bon, c'est très bien.... vous avez été efficace ... tout s'est bien passé.... Je compte sur vous à la rentrée pour remettre ça !

Modération et responsabilité !

Bien sûr, on est là pour ça !!



ENFIN LES VACANCES EN SARKOLAND!

Comment ça des cas de grippe en France ?... On m'avait dit que le virus était stoppé à nos frontières !



TCHERNOGRIPPE

Une rentrée comme les autres

L'été s'achève, les vacances sont terminées et on a eu droit au bilan non pas pour savoir quelles ont été les occupations, les activités de ceux qui ont pu en profiter, ni pour connaître et analyser les raisons des autres qui sont restés chez eux. Non, le bilan concernait l'activité économique des stations balnéaires, des campings, hôtels, restaurants, leur taux d'occupation, les profits engrangés. Comme d'habitude direz-vous, oui mais voilà qui une fois encore montre à quel point les activités humaines sont au service de l'économie et non l'inverse... Le monde marche sur la tête !

Après les congés, la rentrée... Tout continue comme avant : le chômage se porte bien, les licenciements et les cessations d'activité se poursuivent, l'indice des prix varie peu mais le pouvoir d'achat continue de dégringoler tandis que les patrons se goinfrent toujours, les banques se sont refaites avec l'argent public mais spéculent plus que jamais et récompensent leurs traders méritants, les atteintes à l'environnement vont bon train, et enfin, les oracles n'ont cessé d'annoncer la fin de la crise sans préciser pour qui, ni pour quoi ! Le G20 est là pour réformer le capitalisme et mettre au pas les réclacitrants et avec le sommet de Copenhague à venir les pollueurs tremblent déjà !

Du côté des organisations syndicales, là aussi, tout continue comme avant : beaucoup de paroles mais peu d'actes, une stratégie (toujours la même) qui refuse d'organiser le tous ensemble et l'action prolongée... Le référendum sur la poste montre pourtant que d'autres voies existent et que l'unité pour agir est possible. Solidaires tente bien d'impulser cette autre voie, mais le chemin est difficile, ses forces insuffisantes pour peser

suffisamment. Espérons que la base palliera cet immobilisme des directions et prendra l'initiative de déclencher le feu social. A nous, les Solidaires, les SUDistes, d'y travailler.

Du 12 au 16 octobre se tiendra le congrès de notre fédération SUD-Rail..., une occasion à saisir pour aborder ces questions !

A la SNCF aussi...

Dans le ferroviaire, rien ne va plus, faites vos jeux... A la SNCF, avec "tremplin", la gestion du personnel s'affranchirait de nombreuses dispositions statutaires donnant encore plus de souplesse dans l'utilisation des cheminots. Concernant l'Équipement des trains à agent seul, malgré l'opposition des cheminots, des usagers (Fnaut), de certains conseils régionaux la direction continue d'avancer ce mode opératoire. Au matériel, la direction est muette sur la présence d'amiante dans les cheminées de soufflage de contacteurs de nombreux engins; malgré les conséquences sur la santé. L'activité fret va connaître une énième réforme visant à abandonner 50 à 60% du trafic de wagons isolés ce qui entraînera une nouvelle recrudescence de camions sur la route sans opposition du gouvernement dont le discours sur la protection de l'environnement n'est qu'un affichage à but électoral. Aux trains, le projet de casse de la filière se poursuit. Dans les autres secteurs, la situation n'est pas plus brillante. Cette situation entraîne de nombreux conflits locaux dont l'issue est parfois victorieuse comme à Thouars où la majorité des délégués (sauf les CFDT dont les ex-FGAAC) a refusé les remises en cause de la réglementation du travail que la direction voulait imposer. Il en va de même de l'application du droit de grève pour lequel la SNCF vient d'être condamnée par

deux fois: l'une par la cour de cassation à propos des possibilités pour un agent de se joindre à une grève, l'autre par un tribunal qui a jugé légal un préavis de grève déposé par SUD-Rail. Pour autant ne nous voilons pas la face, le rouleau compresseur avance toujours pour amputer la SNCF, privatiser toujours plus, réduire les effectifs, remettre en cause le statut et ses garanties.

Là aussi, construire l'unité à la base reste le seul moyen susceptible de déclencher une grève capable de stopper la politique de sabotage du service public ferroviaire. La fédération SUD-Rail, ses syndicats, ses militants s'y emploient malgré les embûches, les attaques subies.

Retraite

Travailler plus pour gagner moins aussi...

Il arrive de plus en plus souvent, qu'un travailleur soit contraint d'arrêter leur activité professionnelle : chômage, temps partiel, maladie, maternité, interruption d'emploi pour enfants à charge. Ces "aléas de carrière" ne sont pas sans conséquence sur le montant des retraites. Ainsi le Centre d'études de l'emploi a comparé les pensions de deux salariés du même âge avec une carrière professionnelle similaire mais dont l'un a eu une interruption d'activité de cinq ans. Les conclusions sont sans appel : le temps partiel qui est peu choisi ampute la pension de 5,1%, le chômage indemnisé qui n'est pas choisi non plus de 1,9%, tandis que les arrêts pour charge d'enfants à compter du deuxième compte-tenu des acquis (trimestres validés, cotisations versées au compte d'assurance vieillesse) l'augmentent de 7,6%. Le RMI, quant à lui, c'est une perte sèche pour la retraite. Vous voyez bien que travailler plus, c'est gagner plus !

Expérimenter, il en restera toujours quelque chose

Comme il n'y a pas de petites économies, une expérimentation sera faite à partir du

1er octobre à propos des dépenses de santé des personnes âgées placées en maison de retraite.

Trois cent établissements sont concernés par la révision de leur forfait soins et la coordination avec un pharmacien référant afin d'éviter les hospitalisations dues au mauvais usage des médicaments et maîtriser les dépenses de santé. Aujourd'hui, dans les maisons de retraite dépourvues d'une pharmacie à usage interne, les médicaments des résidents sont remboursés au même tarif que ceux vivant au domicile, soit 4,12 euros environ par jour et par résident.

A compter du 1er octobre ces établissements se verront attribuer une enveloppe "médicaments", basée sur la consommation du 1er trimestre 2009 et s'ajoutant au forfait soins pour la dépendance. Un pharmacien référent sera désigné pour vérifier les prescriptions, travailler avec le médecin coordinateur, le personnel soignant et le médecin traitant. Parallèlement, un "groupe témoin" de 50 établissements n'appliquant pas ces dispositions sera créé.

Rendez-vous dans un an où un rapport sera remis au gouvernement en octobre 2010... Tout sera pour le mieux dans les meilleurs maisons de retraite !

Rappel...

Dans la Note hebdo n° 13 du 9 juin, nous avons évoqué la menace qui planait sur le bonus de deux ans par enfant accordée aux femmes pour leur départ à la retraite. Malgré l'avis de la Cour de cassation donnant droit à un plaignant homme de bénéficier du même droit, le gouvernement a décidé de passer outre et de maintenir ce droit aux femmes tout en réfléchissant à une modification possible..... A suivre

Transport

Fret, sortir des sentiers battus

Dans un article publié dans le "Nouvel Obs" et intitulé "Fret: le plan de la dernière

chance", le journaliste cite Pierre Blayau le numéro deux de la SNCF qui déclare : "La situation est intenable au point d'être un danger pour la SNCF elle-même" et conclut à la fin "Bonne chance, Guillaume Pépy avait simplement tenté d'allonger le temps de conduite des cheminots pour améliorer la productivité du fret sur la base du volontariat. Devant la levée de boucliers syndicale, la réforme a été retirée avant même le commencement d'une mise en oeuvre". Ainsi, sans le dire, Natacha Tatu laisse entendre que l'attitude des cheminots et de leurs syndicats seraient en fine responsables de la situation du fret SNCF.

C'est ignorer que la dégringolade du trafic marchandise, appelé fret aujourd'hui, ne date pas d'hier. Entré en 1964 à la SNCF, l'auteur de ce papier, entendait déjà parler des difficultés de ce trafic et a connu les multiples plans de sauvetage mis en place à chaque fois pour le sauver comme il se doit. Ainsi l'expérience des gares multifonctions dans les années soixante-dix (la première a été Château du Loir) et qui comme tous les autres plans a foiré... C'est ignorer, délibérément ou non, qu'en réalité la cause de cette situation est, hier comme aujourd'hui, la politique des transports mise en place depuis des décennies qui a favorisé et favorise toujours le transport routier pour le plus grand intérêt des lobbys de la construction automobile, pétroliers et du BTP. C'est ignorer que les dégâts qui en découlent sont payés par la collectivité. C'est ignorer aussi que depuis des lustres la majorité du trafic fret ferroviaire est assurée par des wagons de particuliers à des tarifs inférieurs au coût, ce qu'on a appelé la sous-tarifcation marchandise ou encore le pillage de l'entreprise.

Plutôt que de se faire l'écho de discours entendus, de relayer celui de la direction SNCF, elle aurait pu entendre celui d'autres acteurs comme les cheminots, les syndicats, les associations d'usagers. Elle aurait appris aussi que la productivité des cheminots n'a cessé d'augmenter depuis bien longtemps avec comme conséquence la réduction massive des effectifs et ceci malgré la baisse du temps de travail.

Santé

Discriminations

Un quart des médecins parisiens refuse de recevoir les bénéficiaires de la CMU. Ce sont les dentistes avec 32%, les ophtalmologistes (31%), généralistes (33%) et gynécologues (40%) du secteur 2, à honoraires libres qui remportent le pompon du refus. Les raisons sont basement matériels : les dépassements d'honoraires sont interdits pour les bénéficiaires de la CMU. Illégaux et contraire à la déontologie, ces refus sont rarement sanctionnés... mais que font le Conseil de l'ordre et le ministre de la Justice !

Social

TVA dans la poche...

Peu répercuté sur les prix (-1,2% en juillet selon l'Insee), le bonus de la baisse de la TVA dans la restauration (14,1%) a été empoché, c'est sûr, par les salariés via des augmentations de salaires et non par les patrons... Les veinards !

Travail du dimanche...

Payés double avant quand ils travaillaient le dimanche, maintenant les salariés seront payés au tarif normal grâce à la nouvelle loi sur le travail dominical. Autrement dit, version Sarkozy, travailler plus pour être gagné moins... Encore des veinards !

Revalorisation...

Une "revalorisation" de 1,9% annoncée début août... des salaires, des pensions ? Que nenni, il s'agit des tarifs de l'électricité. L'art de la communication pour ne pas parler de hausse, d'augmentation... Sarko le champion du pouvoir d'achat !

Pauvreté

Dans l'Union européenne plus l'Islande et la Norvège, selon Eurostat, ce sont 79 millions de personnes, soit 18% de la population, qui, en 2007, vivaient sous

le seuil de la pauvreté correspondant à 60% du revenu médian (la moitié de la population gagne plus, l'autre moins). La France se situe au 11e rang.

Les enfants et les personnes âgées sont ceux qui sont le plus touchés avec 19%, soit quatre points de plus que les 18-64 ans. Sans les transferts sociaux, le seuil de pauvreté atteindrait 25% en Europe... mais chut, la crise est finie !

Environnement

Solidaires débat...

Le BN de Solidaires a travaillé sur divers dossiers, préparés par la commission Ecologie... en voici les résultats.

Taxe carbone, la fausse bonne idée du gouvernement. Sous la pression, le gouvernement sort cette taxe, une bonne idée au départ (?), mais qu'il utilise pour amplifier sa politique fiscale favorisant les plus riches et sa volonté de réduire les services publics. La taxe ainsi prévue, trop faible et avec compensation aux entreprises, n'aura quasiment aucune conséquence sur l'avenir de l'environnement. Solidaires demande une politique globale de préservation de l'environnement (aménagement du territoire, construction et rénovation des logements, transfert des trafics routiers et aérien vers les modes doux), dans laquelle l'écotaxe représenterait un des outils, en l'accompagnant d'une aide aux familles pour les premières consommations. La fiscalité écologique est indissociable de l'aide au développement et de la réduction de la pauvreté car inégalités environnementales et sociales sont très liées.

NDLR: La dissuasion par le fric est-elle réellement efficace, car ceux qui ont les moyens continuent de consommer comme bon leur semble ? Ce sont les plus démunis qui font les frais soit en arrêtant d'acheter, soit en continuant parce que contraints mais alors c'est le pouvoir d'achat qui en prend un coup ! Les mesures de compensation constituent une véritable usine à gaz. Le processus taxe/compensation individualise la compréhension et les réponses. La question environnementale n'est pas un pro-

blème face auquel chaque individu est responsable, elle est la conséquence d'un système économique et elle appelle des réponses globales comme la conclusion du texte de Solidaires le dit. Un dernier mot, comme par hasard, le nucléaire est épargné. C'est bien connu, c'est propre ?!

La question du nucléaire (justement). Le document de la commission soumis à l'adoption tente de sortir du "pour ou contre" classique et part d'éléments factuels. Il n'est pas non plus, face à la diversité des positions des adhérents, une position Solidaires. Pour autant, un consensus s'est dégagé : le meilleur choix énergétique repose sur la sobriété à l'échelle planétaire, avec une forte augmentation de la part des énergies renouvelables accompagnée d'une part importante d'économies et du solaire dans l'habitat, et enfin le développement de la recherche et sur les moyens de production. En ajoutant pour la France la diminution de la part du nucléaire dans la production électrique. Les points suivants ont été débattus : le nucléaire est une industrie dangereuse, ne permet pas de réduire les émissions de CO2, ni une indépendance énergétique; son développement est jugé rentable par les industries. Une question subsiste sur le coût total et le traitement du stockage des déchets. A l'issue du débat mandat a été donné à la commission pour poursuivre ses réflexions.

Copenhague et les enjeux climatiques. Prévu du 7 au 18 décembre, ce sommet, XVe conférence de l'ONU sur le changement climatique, sera l'occasion d'organiser diverses initiatives. Du côté officiel, un affrontement entre le Nord et le Sud est à prévoir, tandis que du côté des mouvements sociaux deux grandes coalitions existent au niveau mondial : les 400 grosses ONG environnementales et "Climat Justice Now" qui regroupe environ 160 mouvements/réseaux plus radicaux liant justice sociale et climatique. En France, les deux existent : le réseau Action Climat et Urgence climatique Justice sociale regroupant Solidaires, FSU, Attac, Amis de la Terre... s'y ajoute une initiative "Ultimatum climatique (signée par Solidaires) impulsée par Greenpeace et un certain nombre d'ONG. Sont prévues d'ores et déjà : une manifestation internationale le 12

décembre, un forum pour élaborer une déclaration commune et du 14 au 16 décembre un sommet syndical organisé par la CSI. Le comité national d'octobre de Solidaires abordera plus en détail cette question.

Espace rural et urbain

En douze ans, le boom de la maison individuelle a mangé 400 000 hectares dans les campagnes françaises, près de 1% de l'hexagone. L'aggravation de la perte de la biodiversité et de l'imperméabilisation des sols, disparition des terres agricoles périurbaines contribuant à éloigner les zones de production alimentaire des zones de consommation, usage indispensable de la voiture... Une évolution de moins en moins soutenable dont la réponse n'est pas aussi simple compte-tenu des prix de l'immobilier, des contextes sociétaux urbains.

A lire

L'économie de A à Z

Pour ceux qui sont branchés, Alternatives Economiques a sorti un numéro hors série en format de poche "L'économie de A à Z". Il s'agit d'abord d'un dictionnaire spécialisé où l'on peut trouver plus de 1200 définitions susceptibles d'apporter une réponse à un maximum de questions. Mais, plus encore, c'est un outil pour mieux comprendre l'actualité économique et sociale et ainsi ne pas succomber aux discours des experts qui ne cessent de nous enfumer. En vente dans tous les Kiosques,

Manges sain..

La revue "Sciences et Avenir" publie dans son numéro d'octobre un dossier intitulé "Manger sain en protégeant la planète". Un tout un programme pour lequel de plus en plus d'études scientifiques montrent qu'il est possible de mieux préserver l'environnement en étant plus vigilant sur les choix alimentaires. Faut-il se passer de viande ? Quels pois-

sons choisir ? Que valent les fruits et légumes bio ? Que penser des plats cuisinés ? Ce sont autant de questions qui sont abordées, avec quelques encarts comme "Santé : le risque de cancer et d'obésité est accru", "Une cure d'iode et d'oméga 3"... A lire, ça mange pas de pain (compte !!!).

Quoi ? Qu'est ce que j'apprends ? Le capitalisme financier continue !



SARKOTRAHISON
Les banques "ne jouent pas le jeu".

Chiffres : données générales

Inflation

- Juillet 2009	- 0,4%
- août 2009	+0,3%
- sur un an (d'août à août)	-0,2%

Smic (1er juillet 2009)

- brut mensuel	1337,70 euros
- horaire brut	8,82 euros

RMI (1er janvier 2009)

- personne seule	454,63 euros
- Nbre d'allocataires (31 mars 2009)	1 130 000

Salaires (données 2007)

- Rapport entre le salaire le plus bas des 10% les mieux payés et le salaire le plus haut des 10% les moins bien payés	2,9
- Salaire moyen des femmes rapporté à celui des hommes	81,7%

Emploi

- Taux de chômage (1er trimestre 2009)	9,1%
- des moins de 25 ans	23,5%
- Nbre de chômeurs	2 524 500
- Nbre total	3 850 500
- de plus d'un an	1 102 800

Sécurité sociale

- Plafond mensuel (janvier 2009)	2 859 euros
----------------------------------	-------------

Ils veulent casser la poste

Référendum
CITOYEN

contre la privatisation

N'oubliez pas d'aller voter le samedi 3 octobre 2009